



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 12 MARS 2025
GEMEENTERAAD VAN 12 MAART 2025**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

12.03.2025/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

12.03.2025/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 11 décembre 2024 ;
approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 11 décembre 2024, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 11 december 2024 ;
goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 11 december 2024. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

12.03.2025/A/0003 **Règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public;
indexation des tarifs du stationnement à partir du 1er mai 2025.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117 et suivants;
Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;
Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;
Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;
Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;
Vu l'Arrêté de Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013

portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu le règlement communal sur l'usage du sabot adopté en date du 26 janvier 2015 par le Conseil communal ;

Vu le règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public adopté par le Conseil communal le 23 décembre 2014, tel que modifié le 11 septembre 2019 ;

Vu le règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public adopté par le Conseil communal le 26 avril 2023 ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Considérant qu'une indexation des tarifs du stationnement aura lieu le 1^{er} mai 2025 ;

Considérant que cette indexation s'applique de plein droit et doit être opérationnalisée par l'administration communale dans le cadre des droits courts, des redevances forfaitaires, des cartes riverains et des frais de rappel ;

Considérant que cette indexation est prévue dans l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 et ses modifications ultérieures, relatifs aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et dans l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant sur l'organisation de la politique de stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour les frais de rappels ;

Vu le règlement communal relatif au stationnement réglementé dans l'espace public adopté par le Conseil en date du 26 avril 2023 notamment les articles 35 et 59 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

Décide :

De modifier les montants mentionnés dans le règlement adopté par le Conseil communal du 26 avril 2023 en fonction de l'indexation ;

Les modifications des montants mentionnés dans le règlement adopté par le Conseil communal du 26 avril 2023, selon l'indexation, sont les suivantes ;

- **Section 1 : Zone rouge**

Article 4 : la redevance de stationnement indexée due dans cette zone s'élève à :

§ **0,90 EUR** pour la première demi-heure;

§ **2,70 EUR** pour la seconde demi-heure;

§ **5,60 EUR** pour la deuxième heure.

Article 6 :

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de **42 EUROS** pour deux heures de

stationnement.

- **Section 2 : Zone verte**

Article 9 : la redevance de stationnement indexée due dans cette zone s'élève à :

- § **0,90 EUR** pour la première demi-heure;
- § **0,90 EUR** pour la seconde demi-heure;
- § **3,70 EUR** pour la deuxième heure ;
- § **2,70 EUR** pour chaque heure supplémentaire.

Article 11 :

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de **37 EUROS** par période de stationnement.

- **Section 4 :**

Article 18 :

Une redevance de stationnement forfaitaire de **26,40 EUR** par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement « réservé riverain » ou « réservé voiture partagée » sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone.

- **Section 5 :**

Article 21 :

Une redevance forfaitaire de **52,90 EUR** par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

- **Chapitre 3 : Procédure de recouvrement**

Article 40 : En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de **15,90 EUROS**.

Article 41 : Lorsque la redevance forfaitaire reste impayée après le deuxième rappel et lorsque le créancier procède au recouvrement amiable, l'officier public ou le prestataire de services chargé du recouvrement est autorisé à majorer la dette d'une indemnité forfaitaire additionnelle de **15,90 EUROS** destiné à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel ainsi que les frais d'envoi recommandé. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

- **Section 7 : Carte de dérogation « Riverain » « Professionnelle » et « Institutions locales »**

Article 62 : les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- § **15 EUROS** par an pour la première carte;
- § **127 EUROS** par an pour la deuxième carte ;
- § **529 EUROS** par an pour la carte résidence secondaire ;

Article 67 : les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

- § **211 EUR** par an pour chacune des cinq premières cartes;
- § **317 EUR** par an pour de la sixième à la vingtième carte ;
- § **635 EUR** par an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- § **847 EUR** par an pour chaque carte supplémentaire.

Article 68 : Le prix de la carte pour les membres du personnel de la Commune, du CPAS, de la police locale, le personnel enseignant, des écoles, crèches, académies, Mission locale, HBM de Saint-Josse, AIS de Saint-Josse et Maison de la famille est **79 EUR/an**.

Article 69 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : **79 EUR/an**

Article 70 : Les prix des cartes pour les commerces ambulants progressent comme suit :

- § **79 EUROS** par an pour stationner un jour/semaine;
- § **158 EUROS** par an pour stationner deux jours/semaine ;
- § **370 EUROS** par an pour stationner sept jours/semaine ;

Reglement heffing met betrekking tot gereguleerd parkeren in de openbare ruimte; indexering van de parkeerprijzen vanaf 1 mei 2025.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende; Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende het verkeer;

Gelet op het Ordonnantie van 6 juli 2022 betreffende de organisatie van parkeren en de herdefiniëring van de taken en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen;

Gelet op het Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende regels inzake verkeersverkeer en de plaatsing en kosten van verkeerssignalisatie, gewijzigd door het Ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene regels van de politie van het verkeer en het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende de reglementaire onderdelen van het Regionale Parkeerbeleid, en de latere wijzigingen;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende gereguleerde parkeerzones en ontheffingskaarten, zoals gewijzigd door het Besluit van de Regering van 20 oktober 2022;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 maart 2013 betreffende de gebruiksmodaliteiten van parkeerplaatsen op straat voor gedeelde voertuigen, en de latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 juli 2017 betreffende de goedkeuringsregeling voor autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor gehandicapten;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart; Gelet op de Wegcode;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende het gebruik van de wielklem, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26 januari 2015;

Gelet op het reglement heffing met betrekking tot gereguleerd parkeren in de openbare ruimte goedgekeurd door de Gemeenteraad op 23 december 2014, zoals gewijzigd op 11 september 2019;

Gelet op het reglement heffing met betrekking tot gereguleerd parkeren in de

openbare ruimte goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26 april 2023;
Gelet op de mogelijke wijzigingen van de bovengenoemde teksten die niet zijn vermeld;
Overwegende dat een indexering van de parkeerprijzen zal plaatsvinden op 1 mei 2025;
Overwegende dat deze indexering van rechtswege van toepassing is en operationeel moet worden gemaakt door de gemeentelijke administratie in het kader van de kortetermijnheffingen, forfaitaire heffingen, bewonerskaarten en herinneringskosten;
Overwegende dat deze indexering is voorzien in het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 en de latere wijzigingen, met betrekking tot de gereguleerde parkeerbzones en ontheffingskaarten en in de Ordonnantie van 6 juli 2022 betreffende de organisatie van het parkeerbeleid en de herdefiniëring van de taken en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor herinneringskosten;
Gelet op het gemeentelijke reglement met betrekking tot gereguleerd parkeren in de openbare ruimte goedgekeurd door de Raad op 26 april 2023, met name de artikelen 35 en 59;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

Besluit:

De bedragen vermeld in het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26 april 2023 worden aangepast op basis van de indexering;
De wijzigingen van de bedragen vermeld in het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26 april 2023 volgens de indexering zijn als volgt:

- Sectie 1: Rode zone

Artikel 4: De geïndexeerde parkeerheffing die in deze zone verschuldigd is, bedraagt:

- § **0,90 EUR** voor het eerste halfuur;
- § **2,70 EUR** voor het tweede halfuur;
- § **5,60 EUR** voor het tweede uur.

Artikel 6: Indien de parkeerheffing niet wordt betaald of de duur van het gratis parkeren of de duur van het betalen van de heffing niet wordt gerespecteerd of indien een geldige ontheffingskaart ontbreekt, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire parkeerheffing van **42 EUR** voor twee uur parkeren.

- Sectie 2: Groene zone

Artikel 9: De geïndexeerde parkeerheffing die in deze zone verschuldigd is, bedraagt:

- § **0,90 EUR** voor het eerste halfuur;
- § **0,90 EUR** voor het tweede halfuur;
- § **3,70 EUR** voor het tweede uur;
- § **2,70 EUR** voor elk volgend uur.

Artikel 11: Indien de parkeerheffing niet wordt betaald of de duur van het gratis parkeren of de duur van het betalen van de heffing niet wordt gerespecteerd of indien een geldige ontheffingskaart ontbreekt, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire parkeerheffing van **37 EUR** per parkeerperiode.

- Sectie 4:

Artikel 18: Een forfaitaire parkeerheffing van **26,40 EUR** per parkeerperiode is verschuldigd in geval van parkeren op een "bewonersplaats" of "gedeelde auto"-plaats zonder de juiste ontheffingskaart in deze zone.

- **Sectie 5:**

Artikel 21: Een forfaitaire heffing van **52,90 EUR** per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of de gebruiker van een elektrisch voertuig dat niet is aangesloten of fysiek verbonden.

- **Hoofdstuk 3: Incassoprocedure**

Artikel 40: In geval van niet-betaling van de heffing binnen de aangegeven termijn in de eerste herinnering, wordt een tweede herinnering verstuurd die de heffing verhoogt met alle verzendkosten en een forfaitaire vergoeding van **15,90 EUR**.

Artikel 41: Wanneer de forfaitaire heffing niet is betaald na de tweede herinnering en wanneer de schuldeiser overgaat tot minnelijke incasso, is de gerechtsdeurwaarder of de incassodienst bevoegd om de schuld te verhogen met een extra forfaitaire vergoeding van **15,90 EUR** om alle kosten van de incasso, inclusief herinneringskosten en aangetekende verzendkosten, te dekken. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van gerechtelijke incasso.

- **Sectie 7: Ontheffingskaarten "Bewoner", "Professioneel" en "Lokale instellingen"**

Artikel 62: De prijzen en de geldigheidsduur worden als volgt vastgesteld:

- **15 EUR** per jaar voor de eerste kaart;
- **127 EUR** per jaar voor de tweede kaart;
- **529 EUR** per jaar voor de tweede woningkaart;

Artikel 67: De prijzen van de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen stijgen als volgt:

- **211 EUR** per jaar voor elk van de eerste vijf kaarten;
- **317 EUR** per jaar voor de zesde tot de twintigste kaart;
- **635 EUR** per jaar voor de eenentwintigste tot de dertigste kaart;
- **847 EUR** per jaar voor elke extra kaart;

Artikel 68: De prijs van de kaart voor personeelsleden van de Gemeente, het OCMW, de lokale politie, onderwijzend personeel, scholen, crèches, academies, lokale werkgelegenheidsdiensten, HBM van Sint-Joost, AIS van Sint-Joost en het Huis van de Familie bedraagt **79 EUR** per jaar.

Artikel 69: De prijs voor personeelsleden van de politiezones: **79 EUR** per jaar

Artikel 70: De prijzen van de kaarten voor ambulante handelaren stijgen als volgt:

- **79 EUR** per jaar om één dag per week te parkeren;
- **158 EUR** per jaar om twee dagen per week te parkeren;

- **370 EUR** per jaar om zeven dagen per week te parkeren.

12.03.2025/A/0004 **Convention de projet « Vertelink » entre la Commune et la Mission locale pour l'emploi de Saint-Josse-ten-Noode pour le bien sis rue Verte 51 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu les statuts de la « Mission locale de Saint-Josse-ten-Noode » du 13 janvier 2005 ;

Considérant que dans le cadre d'un partenariat, la Commune mandate la Mission Locale pour l'emploi de Saint-Josse-ten-Noode en vue de l'aménagement d'un local de quartier qui sera situé rue Verte, 51 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant qu'il convient de rappeler que la Commune est locataire des locaux au rez-de-chaussée du bien immeuble sis rue Verte n°51 ;

Considérant que les travaux d'aménagement sont réalisés sur base d'une convention de projet pour l'aménagement du local de quartier, et ce conformément aux dispositions légales relatives aux marchés publics ;

Considérant que cette convention prévoit 2 phases de réalisation, d'une part, les études préalables et, d'autre part, l'aménagements des locaux et son financement ;

Considérant le montant de 75.000,00 € y afférant ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins ;

Décide:

- d'approuver la convention de projet « Vertelink » portant sur le rez-de-chaussée du bien sis rue Verte, 51 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, laquelle est reprise en annexe.

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de signer et de mettre en œuvre la convention.

Ontwerpovereenkomst « Vertelink » tussen de Gemeente en de Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node voor het goed gelegen Groenstraat 51 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies ;

Gelet op de statuten van de "Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node" van 13 januari 2005 ;

Overwegende dat de Gemeente, in het kader van een partnerschap, de Lokale Werkwinkel van Sint-Joost-ten-Node de opdracht verleent om in de wijk een lokaal in te richten, dat gelegen zal zijn Groenstraat 51 te 1210 Sint-

Joost-ten-Node ;

Overwegende dat er dient te worden aan herinnerd dat de Gemeente huurder is van de lokalen op de benedenverdieping van het gebouw gelegen Groenstraat 51 ;

Overwegende dat de inrichtingswerken worden uitgevoerd op basis van een projectovereenkomst voor de inrichting van het wijklokaal, en dit overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake overheidsopdrachten ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in 2 uitvoeringsfasen, enerzijds de voorbereidende studies en anderzijds de inrichting van de lokalen en de financiering ervan ;

Overwegende het betrokken bedrag van 75.000,00 € ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- de projectovereenkomst "Vertelink" goed te keuren met betrekking tot de benedenverdieping van het goed gelegen Groenstraat 51 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, die werd bijgevoegd in de bijlage.
- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de ondertekening en de uitvoering van de overeenkomst.

12.03.2025/A/0005

Convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la commune concernant l'utilisation de la morgue; exercice 2025.

Le Conseil,

Vu sa délibération du 27 mars 2024 par laquelle il adopte la convention pour l'année 2024 entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la commune concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles ;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler cette convention ;

Vu le projet de convention 2025 à un prix forfaitaire (factures de 2024 majorées de la TVA à 6%) ;

Considérant la dépense estimée à 1500 € TVAC ;

Décide :

d'approuver la convention pour l'année 2025 entre le CHU Saint-Pierre sis rue Haute, 322 à 1000 Bruxelles et la commune de Saint-Josse-ten-Noode concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles et d'autoriser la dépense allant jusqu'à 1500 € TVAC.

Overeenkomst tussen het Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter en de gemeente betreffende het gebruik van het mortuarium ; dienstjaar 2025.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 27 maart 2024 waarbij de Gemeenteraad beslist heeft om de overeenkomst tussen de Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter en de gemeente betreffende het gebruik van het mortuarium voor het dienstjaar 2024 goed te keuren ;

Overwegende dat voorgenoemde overeenkomst dient hernieuwd te worden ;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst voor 2025 voor een forfaitair bedrag (facturen van het jaar 2024 verhoogd met BTW van 6%) ;

Overwegende dat de uitgave geschat is op 1500 € BTW inbegrepen ;

Beslist :

Om de overeenkomst voor het jaar 2025 tussen het UMC Sint-Pieter, gelegen te Hoogstraat 322 te 1000 Brussel en de gemeente voor het gebruik van het mortuarium teneinde stoffelijke resten te ontvangen, goed te keuren et de uitgave van maximaal 1500 € BTW inbegrepen toe te laten.

12.03.2025/A/0006 **Partenariat entre la Commune et l'A.I.S.S.J. asbl; Approbation de la convention 2025.**

Le Conseil communal,

Vu l'octroi annuel par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles de moyens financiers aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin qu'ils puissent mener à bien des actions complémentaires destinées à atteindre plus efficacement et équitablement les objectifs visés par le Décret Missions et en particulier celui d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ;

Vu la nécessité pour les écoles fondamentales et secondaire communales ainsi que pour le Livre Animé de pouvoir disposer des moyens financiers complémentaires non-budgétisés sur le budget communal et qui leur sont annuellement octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles (Encadrement différencié, Aide spécifique aux Directions, Gratuité,...) afin de leur permettre d'atteindre les objectifs précités ;

Vu le projet de Convention établi entre l'Administration communale de Saint-Josseten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl et qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé ;

Décide :

De ratifier la Convention 2025 établie entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl les reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé.

12.03.2025/A/0007 **Enseignement - A.T.L. (Accueil Temps Libre); Tutorat primaire; convention de collaboration pour l'année 2024 avec l'asbl Schola ULB.**

Le Conseil communal,

Vu la mise en place de séances de Tutorat primaire au sein des écoles

fondamentales communales depuis le mois d'octobre 2011 pour les élèves de 3ème, 4ème, 5ème et 6ème primaire ;
Considérant qu'une convention de collaboration entre la Commune de Saint-Josseten-Noode et l'asbl Schola ULB est élaborée chaque année afin de fixer les modalités de mise en place et de gestion du dispositif ;
Vu le souhait des deux parties de poursuivre le partenariat au cours de l'année civile 2024 ;
Attendu qu'il convient dès lors de signer une nouvelle convention de collaboration ;
Vu l'estimation budgétaire globale d'un tel dispositif s'élevant à 20.500 € en ce qui concerne les prestations des étudiants-tuteurs et de 11.723 € en ce qui concerne les prestations des enseignants-coordonateurs ;
Vu la décision du Conseil Communal du 24 novembre 2021 quant à la gratuité du programme de tutorat scolaire au sein des écoles communales sous certaines réserves ;
Vu la modification de la convention en vue de l'augmentation du tarif horaire des tuteurs en septembre 2024 qui n'impliquera pas de modification de budget pour la commune;

Décide :

- D'approuver la nouvelle convention fixant les modalités de partenariat entre la Commune et l'asbl Schola ULB pour l'année 2024 - Schola ULB, BCE n° 0878.039.446.
- D'engager **ED 12363** la dépense des prestations des étudiants-tuteurs ainsi que des frais de coordination à raison de 22.500 € à l'article 7613/124-48 du budget ordinaire de l'exercice 2024.
- De prendre note de la dépense des prestations des enseignants-coordonateurs à raison de 11.723 € sur l'article 7220/111-08 du budget ordinaire de l'exercice 2024.
- De charger le Collège de signer la nouvelle convention de collaboration.

12.03.2025/A/0008 **Enseignement - A.T.L. (Accueil Temps Libre); Tutorat primaire; convention de collaboration pour l'année 2025 avec l'asbl Schola ULB.**

Le Conseil communal,

Vu la mise en place de séances de Tutorat primaire au sein des écoles fondamentales communales depuis le mois d'octobre 2011 pour les élèves de 3ème, 4ème, 5ème et 6ème primaire ;
Considérant qu'une convention de collaboration entre la Commune de Saint-Josseten-Noode et l'asbl Schola ULB est élaborée chaque année afin de fixer les modalités de mise en place et de gestion du dispositif ;
Vu le souhait des deux parties de poursuivre le partenariat au cours de l'année civile 2025 ;
Attendu qu'il convient dès lors de signer une nouvelle convention de collaboration ;
Vu l'estimation budgétaire globale d'un tel dispositif s'élevant à 35.000€ en ce qui concerne les prestations des étudiants-tuteurs et de 11.723 € en ce qui concerne les prestations des enseignants-coordonateurs ;
Vu la décision du Conseil Communal du 24 novembre 2021 quant à la gratuité du programme de tutorat scolaire au sein des écoles communales sous certaines réserves ;

Décide:

- D'approuver la nouvelle convention fixant les modalités de partenariat entre la

Commune et l'asbl Schola ULB pour l'année 2025 - Schola ULB, BCE n° 0878.039.446.

- De prendre note de la dépense des prestations des étudiants-tuteurs ainsi que des frais de coordination à raison de 35.000 € à l'article 7613/124-06/ - /24 du budget ordinaire de l'exercice 2025.

- De prendre note de la dépense des prestations des enseignants-coordonateurs à raison de 11.723 € sur l'article 7220/111-08/ - /35 du budget ordinaire de l'exercice 2025.

- De charger le Collège de signer la nouvelle convention de collaboration.

12.03.2025/A/0009 **Département Enseignement (N+F) et Culture (N+F); rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie; reconduction de la convention.**

Le Conseil,

Vu que le Collège a adopté le principe de reconduction de la convention pour la rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie;

Vu que depuis le 1er janvier 1998, selon les dispositions de l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997, il est permis de réaliser, dans certaines limites des copies d'œuvres protégées par le droit d'auteur (extraits de livres, articles de journaux, de cartes, de photos, etc...) pour autant qu'une rémunération soit versée aux auteurs et éditeurs, sur base d'une convention passée avec la société REPROBEL.

Vu que l'Administration est tenue de faire parvenir annuellement, au plus tard pour le 30 juin de chaque année, une déclaration contractuelle pour lesdits volets et d'acquitter les redevances pour l'enseignement néerlandophone et francophone ainsi que les bibliothèques néerlandophone et francophone.

Décide :

d'adopter les reconductions des conventions passées avec la société REPROBEL concernant la rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie, tant que cette société reste responsable de la collecte de ces indemnités.

Departement Onderwijs (N+F); Vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie; verlenging overeenkomst.

De Raad,

Aangezien het College het voorstel omtrent de verlenging van de overeenkomst voor het vergoeden van auteurs en uitgevers voor het kopiëren heeft goedgekeurd;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997 bepalende dat het sedert 1 januari 1998 mogelijk is, in zekere mate kopieën van auteursrechtelijke beschermende werken te realiseren (uittreksels van boeken, dagbladartikelen, plattegronden, foto's...).

Aangezien dit enkel mogelijk is indien er vergoedingen betaald worden aan uitgevers en aan auteurs, op basis van een overeenkomst afgesloten met de door de overheid aangeduide firma REPROBEL;

Gelet dat het Gemeentebestuur jaarlijks voor 30 juni een contractuele verklaring moet invullen, en de bijhorende vergoedingen moet vereffenen voor het Nederlandstalige en Franstalig onderwijs alsook voor de Nederlandstalige en Franstalige bibliotheken.

Beslist:

de verlengingen van de overeenkomst met de firma REPROBEL, met betrekking tot de vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie, goed te keuren, zolang deze firma verantwoordelijk blijft voor de inning van deze vergoedingen.

12.03.2025/A/0010 **Union 35 - Marché de travaux pour la rénovation lourde de l'immeuble ; Plan Triennal d'Investissement – Projet URE – Demande de subside – Approbation du programme d'entretien sur 5 ans et engagement de non aliénation de l'immeuble**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28 décembre 2021 relative à l'attribution du marché "Union 35 - Marché de travaux pour la rénovation lourde de l'immeuble" à NV Troubleyn, Hondeweg, 11 à 9230 Wetteren pour le montant d'offre contrôlé de 401.661,57 € (6% TVA comprise) ;

Vu la demande d'octroi de subside qui a été envoyée à la Région de Bruxelles-Capitale, Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles via le Plan Triennal d'Investissement, branche URE (Utilisation Rationnelle de l'Energie) pour le marché « Union 35 – Marché de rénovation lourde de l'immeuble »

Vu l'accord de principe de l'octroi du subside du 27 novembre 2023 de la Région de Bruxelles-Capitale, Pouvoirs Locaux ;

Considérant que la promesse de subside s'élève à un montant total de 128.539,04 € ;

Considérant qu'il est demandé par la Région de Bruxelles-Capitale, Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles, pour que cet octroi soit accordé, que la commune s'engage sur :

- Un programme d'entretien des travaux réalisés sur l'immeuble sur cinq ans
- L'engagement de ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les 20 ans ;

Décide

- D'approuver le programme d'entretien sur cinq ans des travaux réalisés sur l'immeuble sis 35, rue de l'Union ;
- De s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les 20 ans.

**Uniestraat 35 - Werkopdracht voor de grote renovatie van het gebouw;
Driejareninvesteringsplan – URE-project – Subsidieaanvraag – Goedkeuring van
het 5-jarig onderhoudsprogramma en toezegging om het gebouw niet te
vervreemden**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234§1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en de latere wijzigingen daarvan; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen en op de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bekendmaking van de besturen van de Brusselse instellingen; Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en op de latere wijzigingen ervan; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag exclusief btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan; Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en de latere wijzigingen ervan; Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het bestuurlijk toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en op de latere wijzigingen ervan; Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overmaking aan de Regering van de akten van de gemeentebesturen met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en op de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 28 december 2021 betreffende de gunning van de opdracht "Union 35 - Aanbesteding van werken voor de grondige renovatie van het gebouw" Uniestraat aan NV Troubleyn, Honderdweg, 11 te 9230 Wetteren voor het bedrag van 'gecontroleerd bod van € 401.661,57 (6% BTW inbegrepen); Met het oog op de subsidieaanvraag die via het Driejareninvesteringsplan naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Lokale Besturen – Gewestelijke Overheidsdienst Brussel werd gestuurd, afdeling URE (Rationeel Energiegebruik) voor de markt "Uniestaraat 35 – Zware bouw renovatiemarkt » Gelet op het principeakkoord van 27 november 2023 betreffende de toekenning van de subsidie door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Plaatselijke Besturen; Overwegende dat de toegezegde subsidie een totaalbedrag van € 128.539,04 bedraagt;

Gelet op het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Plaatselijke Besturen – Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, om toekenning van deze subsidie verzoekt, verbindt de gemeente zich ertoe: - Een onderhoudsprogramma voor vijf jaar voor de werkzaamheden die aan het gebouw zijn uitgevoerd - De verbintenis om de eigendom binnen 20 jaar niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen;

Besloten

- Goedkeuring van het vijfjaren-onderhoudsprogramma voor de werkzaamheden die zijn uitgevoerd aan het gebouw gelegen aan de Uniestraat 35;
- Zich ertoe te verbinden de bestemming van het onroerend goed gedurende 20 jaar niet te vervreemden of te wijzigen.

12.03.2025/A/0011 **Deux Eglises 103-111 - Marché de travaux pour l'isolation des façades et des pignons et le remplacement des châssis de l'immeuble ; Plan Triennal d'Investissement – Projet URE – Demande de subside – Approbation du programme d'entretien sur 5 ans et engagement de non aliénation de l'immeuble**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;
Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;
Vu la décision du conseil communal du 26 février 2025 relative à l'attribution du marché "Deux Eglises 103-111 - Marché de travaux pour l'isolation des façades et des pignons et le remplacement des châssis de l'immeuble" à NV Troubleyn, Hondervweg, 11 à 9230 Wetteren (N° Entreprise BE0427 284 406) pour le montant d'offre contrôlé de 1.032.695,79 € (6% TVA comprise) ;
Vu la demande d'octroi de subside qui a été envoyée à la Région de Bruxelles-Capitale, Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles via le Plan Triennal d'Investissement, branche URE (Utilisation Rationnelle de l'Energie) pour les travaux d'isolation de façade et de pignons et de remplacement des châssis de fenêtres et de porte de l'immeuble sis 103-111, rue des Deux Eglises ;
Vu l'accord de principe de l'octroi du subside du 27 novembre 2023 de la Région de Bruxelles-Capitale, Pouvoirs Locaux ;
Considérant que la promesse de subside s'élève à un montant total de 650.000 € ;
Considérant qu'il est demandé par la Région de Bruxelles-Capitale, Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles, pour que cet octroi soit accordé, que la commune s'engage sur :

- Un programme d'entretien des travaux réalisés sur l'immeuble sur cinq ans
- L'engagement de ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les 20 ans ;

Décide

- D'approuver le programme d'entretien sur cinq ans des travaux réalisés sur l'immeuble sis 103-111, rue des Deux Eglises ;
- De s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les 20 ans.

**Twee kerkenstraat 103-111 - Werkopdracht voor de isolatie van de gevels en puntgevels en de vervanging van de kozijnen van het gebouw;
Driejareninvesteringsplan – URE-project – Subsidieaanvraag – Goedkeuring van het 5-jarig onderhoudsprogramma en toezegging om het gebouw niet te vervreemden**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234§1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en de latere wijzigingen daarvan; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen en op de latere wijzigingen ervan; Gelet op het besluit en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bekendmaking van de besturen van de Brusselse instellingen; Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en op de latere wijzigingen ervan; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder artikel 36; Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan; Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en de latere wijzigingen ervan; Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het bestuurlijk toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en op de latere wijzigingen ervan; Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overmaking aan de Regering van de akten van de gemeentebesturen met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en op de latere wijzigingen ervan; Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 26 februari 2025 betreffende de gunning van de opdracht "Twee kerkenstraat 103-111 - Aanbesteding voor de isolatie van de gevels en puntgevels en de vervanging van de kozijnen van het gebouw" aan NV Troubleyn, Honderdweg, 11 te 9230 Wetteren (ondernemingsnr. BE0427 284 406) voor het gecontroleerde aanbodbedrag van € 1.032.695,79 (inclusief 6% BTW);

Met het oog op de subsidieaanvraag die via het Driejareninvesteringsplan naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Lokale Besturen – Gewestelijke Overheidsdienst Brussel werd gestuurd, afdeling URE (Rationeel Energiegebruik) voor de werken van 'gevelisolatie' en gevels en vervanging van de raam- en deurkozijnen van het gebouw gelegen op 103-111, Twee Kerkenstraat; Gelet op het principeakkoord van 27 november 2023 betreffende de toekenning van de subsidie door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Plaatselijke Besturen; Overwegende dat het toegezegde subsidiebedrag een totaalbedrag van € 650.000 bedraagt; Gelet op het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Plaatselijke Besturen – Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, om toekenning van deze subsidie verzoekt, verbindt de gemeente zich ertoe:-

Een onderhoudsprogramma voor vijf jaar voor de werkzaamheden die aan het gebouw zijn uitgevoerd- De verbintenis om de eigendom binnen 20 jaar niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen;

Besloten :

- Goedkeuring van het vijfjaren-onderhoudsprogramma voor de werkzaamheden die zijn uitgevoerd aan het gebouw gelegen aan de Twee Kerkenstraat, 103-111
- ;- Zich ertoe te verbinden de bestemming van het onroerend goed gedurende 20 jaar niet te vervreemden of te wijzigen.

12.03.2025/A/0012 **Département de la Petite Enfance; contrat d'accueil pour les crèches communales francophones.**

Le Conseil,

Vu le Décret visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française du 21/02/2019;

Vu l'Arrêté fixant le Code de qualité de l'accueil du 17/12/2003, qui prévoit que les crèches élaborent un projet d'accueil et un contrat d'accueil et qu'elles s'engagent à les mettre en oeuvre ;

Vu l'Arrêté du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, entré en vigueur le 1er janvier 2020;

Vu l'article 12 de l'Arrêté du 22 mai 2019, fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, prévoyant que les nouvelles dispositions relatives à la participation financière des parents dont l'enfant est confié à un milieu d'accueil bénéficiant a minima du subsidie d'accessibilité s'appliqueront au plus tard à la fin de la période transitoire prévue du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025; mais que dans l'attente, les dispositions des arrêtes du 27 février 2003 (réglementation générale) et du 17 septembre 2003 (cas de force majeure et circonstances exceptionnelles) restent d'application;

Considérant que ces dispositions ont été modifiées par l'arrêté du 24 novembre 2022 organisant l'accessibilité des milieux d'accueil de la petite enfance aux enfants des bénéficiaires d'intervention majorée et des familles monoparentales;

Considérant que d'autres modifications réglementaires concernant la participation financière des parents sont intervenues en 2023 mais n'entreront en vigueur qu'en 2025;

Vu la circulaire PFP 2024 qui informe les milieux d'accueil des modifications importantes qui entreront en vigueur à partir du 1er janvier 2025 (arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 07 septembre 2023 fixant diverses mesures en matière de participation financière des parents dans les milieux d'accueil de la petite enfance) ;

Considérant que c'est dans ce cadre que l'ONE a soumis un nouveau projet de contrat d'accueil à toutes les crèches subventionnées et qu'il revient à chaque Pouvoir Organisateur de le compléter tout en respectant le canevas prédéfini ;

Vu la délibération du Conseil du 15 novembre 2023 portant approbation du contrat d'accueil en cours jusqu'au 31 décembre 2024;

Considérant qu'il contenait quelques adaptations afin de le faire correspondre aux spécificités de la commune de Saint-Josse-ten-Noode et que celles-ci avaient été approuvées par le Conseil et par l'ONE par son courrier du 13 avril 2023;

Considérant que ces mêmes adaptations ont été ajoutées à ce nouveau projet de contrat

d'accueil pour plus de cohérence mais qu'elles ne sont pas en contradiction avec le nouveau projet de contrat d'accueil;

Considérant que les règles de priorités approuvées par le Conseil dans sa délibération ci-haut citée restent inchangées, c'est-à-dire que, hormis les priorités imposées par l'ONE pour chaque milieu d'accueil subventionné (priorité d'inscription de 20% de la capacité d'accueil en vue de rencontrer les besoins d'accueil spécifique d'enfants; respect des fratries, enfants dans le cadre d'un processus d'adoption, enfants en situation de handicap, accueil d'urgence dans le cadre de la mesure de prévention ou de protection de l'enfant, accueil d'enfants dont les parents sont en situation de vulnérabilité socio-économique, des jumeaux,...), il est accordé une priorité à l'inscription pour:

- les besoins de parents confrontés à la fermeture imprévisible du milieu d'accueil où était accueilli leur enfant;

- les besoins de parents dont l'un au moins habite sur le territoire de la commune;

- les besoins de parents dont l'un au moins travaille ou suit une formation sur le territoire de la commune;

Considérant que selon les exigences de l'ONE, les seuls motifs de refus de demandes légalement admissibles sont::

- l'absence de place d'accueil disponible;

- l'incompatibilité de la demande avec le projet d'acueil et/ou le contrat d'accueil;

Considérant qu'il avait été précisé dans le contrat d'accueil approuvé en 2023, qu'un enfant d'un membre du personnel d'un milieu d'accueil ne sera pas accueilli dans le même milieu où le parent travaille et que ce point est ainsi repris dans le nouveau contrat d'accueil;

Décide:

- De prendre connaissance du nouveau contrat d'accueil et de considérer qu'il remplace celui qui est d'application jusqu'au 31 décembre 2024;

- D'approuver ce nouveau contrat d'accueil pour les crèches francophones;

- De fixer sa mise en application à partir du 1er janvier 2025.

12.03.2025/A/0013 **Bibliothèque communale francophone : Plan quinquennal de Développement de la Lecture 2026-2030 afin d'obtenir la reconduction de la reconnaissance de la bibliothèque dans le cadre du Décret du 30 avril 2009 et du nouveau Décret 2024 définissant la Lecture publique en Fédération Wallonie-Bruxelles; approbation.**

Le Conseil,

Vu que la Bibliothèque francophone fait déjà partie du Réseau de la Lecture Publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu les normes du Décret du 30 avril 2009 et du Décret 2024 régissant la Lecture publique en Communauté française et prévoyant pour le 31 janvier 2025 au plus tard la rentrée d'un Plan Quinquennal 2026-2030 lié à la reconduction de la reconnaissance pour la Bibliothèque francophone ;

Vu que ce Plan a été réalisé en concertation avec le Service Culture, les membres du Conseil de Développement de la Lecture et l'Inspecteur de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Attendu que la bibliothèque doit impérativement conserver sa reconnaissance pour bénéficier des subsides et subventions-traitements octroyés chaque année par les pouvoirs subsidiaires ;

Vu l'avis favorable du bibliothécaire responsable ;

Décide,

D'approuver le Plan Quinquennal de Développement de la Lecture 2026-2030 lié à la reconduction de la reconnaissance par la Fédération Wallonie-Bruxelles de la Bibliothèque francophone.

12.03.2025/A/0014 **Adhésion à la centrale d'achat des bibliothèques francophones de Bruxelles pour la fourniture de code-barres et de cartes lecteurs (marché n. 21 0027 : "acquisition de matériel RFID, solutions de traçabilité, périphériques et consommables pour les bibliothèques de Bruxelles-Capitale")**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47, §2 qui prévoit qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu que le marché n. 21 0027, organisé par l'a.s.b.l. i-CITY au nom de la Bibliothèque Centrale de Bruxelles, est attribué à **PROGRESS INTERNATIONAL LIER B, Keizershofdijk 2 bus a, 2222 Itegem (BE 0872.351.583)** ;

Considérant que le recours à ce marché est positif et n'entraîne aucune charge financière ni obligation d'y recourir ;

Considérant que le recours à ce marché permet de répondre aux demandes spécifiques propres à chaque service ;

Décide :

- D'adhérer au marché n. 21 0027 (acquisition de matériel RFID, solutions de traçabilité, périphériques et consommables pour les bibliothèques de Bruxelles-Capitale)

- D'imputer les dépenses y relatives notamment aux articles adéquats se terminant par 124-02 et 124-48 à charge des exercices respectifs.

12.03.2025/A/0015 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le

Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

12.03.2025/A/0016 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/28.01.2025/B/0038# - Crèche Les Nénuphar ; marché de réparation du système de chauffage ; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/04.02.2025/B/0054# - Réparation urgente de la chaudière – Maison communale, 12 Avenue de l'Astronomie; Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale.

#014/04.02.2025/B/0056# - Réparation urgente du système de chauffage - Club de rugby, 55 rue G. de Lombaerde; Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi communale.

#014/18.02.2025/B/0075# - Mission d'expertise - Stabilité du bâtiment voisin au chantier de bâtiment sis 56 rue Scailquin ; Approbation avenant 2 ; Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi communale.

#014/18.02.2025/B/0113# - Réparation urgente du chauffage au sol – Crèche le Petit Boule, 189 Chaussée de Louvain : Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale.

#014/04.03.2025/B/0113# - Marché de Réparation Urgente des Systèmes de Chauffage sur Divers Sites ; Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale.

**Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;
kennisname en goedkeuring van de uitgaven.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/28.01.2025/B/0038# - Kinderopvang Les Nénuphars: Opdracht voor de herstelling van het verwarmingssysteem – Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/04.02.2025/B/0054# - Dringende herstelling van de ketel – Gemeentehuis, 12 Sterrenkundelaan ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/04.02.2025/B/0056# - Dringende herstelling van het verwarmingssysteem – Rugbyclub, G. de Lombaerdestraat 55 ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/18.02.2025/B/0075# - Deskundigenmissie - Stabiliteit van het aangrenzende gebouw naar de bouwplaats gelegen op 56 rue Scailquin; Goedkeuring verrekening 2 ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/18.02.2025/B/0113# -Dringende herstelling van de vloerverwarming – Crèche Le Petit Boule, 189 Leuvense Steenweg ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/04.03.2025/B/0113# - Technische Beschrijving voor de Markt van Dringende Herstellingen aan Verwarmingssystemen op Diverse Locaties ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.